

Nous proposons à nos lecteurs.rices un dossier composé des articles que nous avons publiés ces dernières semaines sur la guerre coloniale, de nature potentiellement génocidaire, menée par l'État d'Israël contre les Palestinien·nes de Gaza, précédé de la prise de position du comité de rédaction de Contretemps.

Une opération militaire d'une ampleur inédite des forces armées palestiniennes dirigées depuis Gaza par le Hamas s'est déroulée le 7 octobre dernier, suscitant un débat public d'une grande intensité.

Contretemps se rattache à la tradition de la gauche anticoloniale et internationaliste, celle qui a notamment soutenu l'indépendance de l'Algérie. La solidarité de notre revue avec la résistance palestinienne est une constante de sa ligne éditoriale.

Bien sûr, notre volonté de fournir des éléments pour comprendre la signification et la portée de cette opération, ne signifie *en aucun cas* que nous considérons justifiables les crimes de guerre, comme les multiples assassinats et enlèvements de civils perpétrés par le Hamas, pas plus que nous pensons justifiables les innombrables crimes commis par l'État d'Israël qui, régulièrement et depuis des décennies, frappe militairement des populations civiles, tuant par centaines, comme il est en train de le faire chaque jour à Gaza dans le cadre d'une « vengeance » brutale et indiscriminée. Aucun crime de guerre ne peut être justifié, quand bien même il répondrait à d'autres crimes de guerre.

C'est dans cet esprit que nous proposons et continuerons à proposer à nos lecteurs.rices les textes d'information, de réflexion et d'analyses sur la situation actuelle en Palestine. Des textes qui dialogueront entre eux, comme nous l'avons toujours fait pour alimenter les débats stratégiques des gauches radicales.

L'offensive du 7 octobre ne peut être comprise que comme l'un des épisodes de la lutte d'un peuple contre un système colonial en cours depuis trois quarts de siècle. Le processus de dépossession, de désarabisation des lieux et d'expulsion méthodique des Palestinien·nes de leurs terres a en effet commencé en 1948, avec la création de l'État d'Israël. Depuis, il n'a jamais cessé. Face aux expropriations des biens et des ressources, aux destructions matérielles, humaines et psychiques, aux emprisonnements arbitraires, aux privations et – pour ce qui est de Gaza – aux bombardements répétés, face au projet d'effacement-remplacement de la Palestine, le peuple palestinien résiste continûment, de diverses manières et dans des conditions de violence dramatique, depuis 1948.

Dans ce combat contre l'oppression coloniale, notre position est un soutien à la résistance des colonisé·es pour la libération nationale – ce qui, faut-il le répéter, ne signifie aucunement justification de chacun des actes commis dans le cadre de cette lutte. Chaque vie humaine perdue est une tragédie. Nous sommes convaincu·es que l'issue au conflit israélo-palestinien ne peut émerger que dans la lutte contre le colonialisme, pour la libération de la Palestine. Le système colonial est intrinsèquement violence, destruction et apartheid (la récente qualification des Palestinien·nes de Gaza d'« animaux humains » par le pouvoir israélien en est une expression), seule sa désintégration peut ouvrir une véritable ère de paix, délivrant à la fois les Palestinien·nes et Israélien·nes d'aujourd'hui, qui enfin pourraient vivre ensemble libres et à égalité.

Nous dénonçons le blanc-seing accordé par les pays occidentaux – dont la France – à l'effroyable punition collective infligée par l'État israélien aux 2,3 millions habitants de

Gaza. Plutôt que d'exiger un cessez-le-feu immédiat, ils se rendent complices moralement et politiquement (et militairement pour ce qui est des États-Unis et de la Grande-Bretagne) des crimes de guerre israéliens commis en Palestine, et de la probable nouvelle *Nakba* à Gaza.

La rédaction de *Contretemps* web.

[La politique économique du génocide palestinien et le peuple du Commun](#)

[Cour internationale de justice : une mise en accusation dévastatrice de la guerre d'Israël contre Gaza](#)

[Quelle histoire n'a pas commencé le 7 octobre ? Retour sur seize années d'enfermement de Gaza](#)

[« De la mer au Jourdain », ou ce qu'Israël a imposé à la Palestine depuis 1967](#)

[En Palestine, destruction physique totale ou partielle](#)

[De l'Algérie à la Palestine, la fausse équivalence entre le colonisé et le colonisateur](#)

[Guerre d'Israël contre Gaza : un cas d'école de génocide](#)

[Entre Israël et l'Occident, le déni potentiellement génocidaire de la Palestine](#)

[À Gaza, une guerre génocidaire avec la complicité de l'Occident](#)

[Avenirs radicaux : quand les Palestiniens imaginent](#)

[Palestine : penser une vie au-delà de ce qu'en fait le colonialisme](#)

[Deux scénarios pour Gaza : Grand Israël contre Oslo](#)

[Ami·es israélien·nes, voilà pourquoi je soutiens les Palestinien·nes !](#)

[Israël : de 1973 à 2023, les limites de la puissance militaire](#)

[Procédure lancée par l'Afrique du Sud contre Israël : un appel à se libérer de l'Occident impérial](#)

[Le colonialisme israélien se déploie aussi sur le terrain économique](#)

[Entre trêve et fuite en avant, un tournant dans la guerre génocidaire menée par Israël](#)

[Du siège génocidaire de Gaza, l'appel à la libération](#)

[La lutte contre le colonialisme israélien est aussi un combat syndical](#)

[Le Hamas dans le mouvement national palestinien : une mise en perspective historique](#)

[La fureur vertueuse de la gauche israélienne](#)

[Palestine, Israël : nouvelle séquence d'un long conflit colonial](#)

[Guerre contre Gaza : lettre de démission du directeur du Bureau de New York du Haut Commissariat aux droits humains](#)

[La violence de l'exigence de victimes parfaites](#)

[Gaza : la catastrophe imminente et l'urgence de l'arrêter](#)

[Gaza face au consensus génocidaire](#)

[Israël réprime les voix dissidentes de ses propres citoyen·nes](#)

[Lutter pour préserver le droit de résistance des Palestinien·nes](#)